

Décroissance et problèmes méthodologiques

Jean-Marie Harribey

5 avril 2010

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2010/04/05/décroissance-et-problèmes-méthodologiques>

Je laisse de côté ici les aspects théoriques et politiques des problèmes posés par l'idée de décroissance, ayant contribué ailleurs à leur discussion <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/index-soutenabilite.html>. J'aborde ici seulement deux problèmes méthodologiques qui pourraient, s'ils étaient clarifiés, faire évoluer le débat vers des sentiers plus féconds : que signifie l'idée de ralentissement et l'amélioration de la qualité de la production signifie-t-elle automatiquement une diminution du PIB ?

1. Que signifie l'idée de ralentissement ?

Dans le journal *La Décroissance* d'avril 2010, Paul Ariès affirme à quelques lignes d'intervalle : d'abord, « nous, nous voulons ralentir... », puis, « la décroissance, tout de suite... ».

Ces deux idées sont contradictoires. En effet, pour qu'une fonction voie sa croissance ralentir (comme lorsqu'on lève le pied de l'accélérateur d'une voiture), sa dérivée première en un point doit être positive et sa dérivée seconde négative. Tandis que pour qu'une fonction décroisse, sa dérivée première en un point doit être négative.

C'est la raison pour laquelle, dans le livre que j'avais rédigé avec quelques amis pour Attac *Le développement a-t-il un avenir ? Pour une société solidaire et économe* (Mille et une nuits, 2004, <http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/ouvrages/livre-developpement.pdf>), nous proposons la formule de décélération de la croissance, comme première étape de la déconnexion du développement qualitatif par rapport à la croissance économique. Tous les décroissants s'étaient moqués à l'époque de cette proposition. Aujourd'hui, la plupart reprennent cette idée car ralentissement est l'exact synonyme de décélération. Malheureusement, ils ne voient pas qu'elle est antinomique avec celle d'une diminution immédiate de la production.

2. L'amélioration de la qualité de la production signifie-t-elle automatiquement une diminution du PIB ?

Cette question découle en partie de la précédente et est l'objet de quelques controverses. Je soutiens une réponse négative à cette question.

Le PIB est obtenu en faisant la somme de toutes les valeurs ajoutées monétaires, c'est-à-dire en additionnant les multiplications des quantités produites de chaque bien et service par leur prix unitaire, addition de laquelle on soustrait les consommations intermédiaires.

Si la qualité s'améliore (par exemple, la production agricole intensive, polluante, sans saveur, remplacée par de la production biologique, et, dans l'industrie, des objets durables à la place de jetables, etc.) et, de ce fait, si les quantités produites diminuent, qu'advient-il des prix unitaires ? Le plus probable est qu'ils augmenteront car plus de travail (indirect et direct) aura été nécessaire pour produire. On ne peut donc pas savoir à l'avance si, au total, la diminution des quantités l'emportera ou non sur l'augmentation des prix. Donc, on peut très bien avoir une diminution des quantités et produites tout en ayant un PIB (la richesse monétaire produite) qui augmente.

C'est d'ailleurs le résultat auquel aboutit involontairement Jean Gadrey, bien qu'il s'en défende (souligné par moi) <http://alternatives-economiques.fr/blogs/gadrey/2010/03/08/retraites-et-societe-soutenable/#more-155> :

« Produire des richesses et des valeurs économiques autrement, sans croissance quantitative, en réduisant la part du futile au bénéfice de l'utile, avec une progression de la qualité et de la durabilité, *sources de valeur ajoutée* et d'emplois. Une société de plein emploi *sans croissance des quantités* est possible... ».

À la racine de ce problème méthodologique figure le manque de distinction entre une augmentation des prix relevable de l'inflation et une augmentation des prix due à l'amélioration de la qualité. Pour le dire autrement, un quintal de maïs OGM n'est pas le même produit qu'un quintal de maïs biologique, et, dans une société qui prendrait un chemin non productiviste, les comptes nationaux enregistreraient ces deux produits comme différents, et non pas comme un seul et même produit.

Je pense que la réponse que me fait Jean Gadrey n'est pas cohérente, et cela pour plusieurs raisons :

- Il faut garder selon lui « le PIB pour les quantités, les volumes et bien entendu les valeurs ajoutées ». Evidemment, puisque, dans une économie aux mille et un produits, les quantités, les volumes et les valeurs ajoutées sont exprimées en une unité monétaire commune, ce qui fait de ces quantités, volumes et valeurs ajoutées des synonymes. Mais l'augmentation des valeurs ajoutées, c'est précisément la croissance économique.
- Si la valeur unitaire des biens et services « propres » et « durables » augmente par rapport à celle des « sales » et des « jetables », ce ne sera pas en vertu (vertu !) de cette qualité, mais en raison de la modification des conditions de production rendue nécessaire pour améliorer la qualité. Il ne faut donc pas confondre l'objectif, la cause et les effets. C'est ce que signifie la distinction entre valeur d'usage et valeur d'échange. Et Jean Gadrey, une fois de plus, regrette que la qualité, la durabilité, etc., ne soient pas repérables dans le PIB. C'est la résurgence du mythe de la réductibilité de la valeur d'usage à la valeur économique : mythe anti-aristotélicien, anti-économie politique, anti-critique de l'économie politique.
- Lorsque les comptes nationaux intégreront l'électricité propre dans le PIB, ils n'intégreront pas des KWh mais des euros d'électricité. CQFD. D'ores et déjà, les comptes nationaux, qui ne sont pas si bêtes, savent faire la différence entre la 2CV d'après-guerre et la Citroën monospace d'aujourd'hui. Le prix d'un KWh propre sera sans doute plus élevé que celui d'un sale, et donc il faudra distinguer deux problèmes. Le premier sera de dire combien on aura produit d'électricité : cela s'exprimera physiquement en KWh, mais uniquement lorsqu'on isolera cette production de toutes les autres. Le second problème sera d'agréger cette production à toutes les autres pour calculer le PIB, et c'est de celui-là dont nous parlons ici et sur lequel nous controversons : il n'y aura plus de KWh mais seulement des euros exprimant une « valeur économique », et n'exprimant pas la qualité de la lumière pour nos yeux, pour la nature, etc.